

Aide aux victimes de la guerre et de la famine

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, a annoncé l'octroi de deux subventions à des organismes internationaux.

Le Canada versera d'abord \$880 000 au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en réponse aux demandes de fonds de cet organisme pour la première partie de l'année en cours. La somme de \$880 000 est destinée aux victimes du conflit irano-iraquien et des affrontements civils au Salvador et au Liban. Les fonds seront versés par l'entremise du Programme d'assistance humanitaire internationale de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

D'autre part, le Canada fournira \$450 000 à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge pour l'aider à apporter des secours humanitaires en Afrique. La subvention sera versée, aussi, par le biais du Programme d'assistance humanitaire internationale de l'ACDI.

La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge a mis sur pied de vastes programmes en Afrique pour lutter contre la sécheresse et la famine qui affligent la région, et pour venir en aide aux personnes déplacées à la suite de ces désastres naturels et de certains conflits.

Le Canada et la situation en Cisjordanie et à Gaza

Dans une déclaration publiée le 25 mars, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, déplore la flambée de violence qui, dans les jours précédents, a fait des victimes et des blessés, en plus de perturber sérieusement la vie quotidienne en Cisjordanie et à Gaza.

"Le gouvernement canadien se préoccupe de la démission forcée des maires de trois villages, de la fermeture prolongée de l'Université de Bir Zeit, ainsi que de la persistance des démonstrations et des grèves générales", déclare M. MacGuigan, qui conseille à toutes les parties en cause de pratiquer la modération et d'éviter la provocation et la violence.

Selon le Ministre, la situation montre encore une fois la nécessité d'une résolution négociée du différend, du retrait d'Israël des territoires occupés en 1967, de la paix et de frontières sûres pour tous les États de la région, ainsi que de la reconnaissance des droits légitimes du Peuple palestinien.

Le secrétaire général de l'ACCT en visite à Ottawa



Richard Vroom

Le secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, M. François Owono Nguema (à droite) s'entretient avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan.

Le nouveau secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), M. François Owono Nguema, a effectué une visite officielle au Canada du 28 mars au 3 avril.

M. Owono Nguema s'est d'abord rendu dans la capitale nationale où l'a reçu le gouverneur général du Canada, M. Edward Schreyer. Il a eu un entretien avec le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, ainsi qu'avec plusieurs membres du Cabinet, dont, en particulier,

le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, et le ministre d'État aux Relations extérieures, M. Pierre De Bané.

Cette visite, qui survient à la fin de la première décennie de l'Agence, a permis à MM. Owono Nguema et De Bané d'avoir des entretiens approfondis sur les perspectives d'avenir et les programmes d'organisation au cours des prochaines années.

Le secrétaire général de l'Agence a également profité de son séjour à Ottawa pour s'entretenir avec le président de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), M. Marcel Massé.

M. Owono Nguema a poursuivi son voyage au Canada en se rendant au Nouveau-Brunswick, le 31 mars, et au Québec, les 1^{er} et 2 avril, pour s'entretenir avec les représentants des gouvernements de ces provinces qui ont le statut de gouvernement participant de l'Agence.

L'Agence de coopération culturelle et technique réunit les pays qui utilisent la langue française dans leurs relations internationales. Elle comprend aujourd'hui 30 États membres, six États associés et deux gouvernements participants. Ses objectifs sont la promotion et la diffusion des cultures nationales, ainsi que l'intensification de la coopération culturelle et technique entre ses membres.

Rappelons que le premier secrétaire général de l'Agence, fondée en 1970, était un Canadien, M. Jean-Marc Léger.

Expulsion d'un agent soviétique

Le Canada s'est vu forcer d'expulser un agent du bureau commercial de l'Union soviétique à Ottawa, M. Mikhail N. Abramov, a annoncé, le 1^{er} avril, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan.

M. Abramov a offert de fortes sommes d'argent à un homme d'affaires canadien pour acheter et exporter illégalement de la fibre optique et d'autres produits de technologie de pointe à usage restreint. Ces activités étant incompatibles avec son statut, le gouvernement canadien a demandé à M. Abramov de quitter le Canada dans les dix jours.

Les autorités canadiennes ont fait remarquer à l'ambassade soviétique que cet incident était le troisième du genre en quatre ans.